

FESTIVAL

ALIMENT TERRE



Notre avenir se joue dans nos assiettes



© Crédits : ©13PRODS/VITAMINE C - 2024

FICHE FILM

Les Antilles empoisonnées, la banane, le chlordécone

Nicolas Glimois / 2024 / 13PRODS, Vitamine C / 52' / Français



AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, du fonds de dotation Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, du fonds de dotation Equité Partagée de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et du fonds Olga Tribalat. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

SYNOPSIS	4
NOTRE AVIS	4
INTENTION	5
SÉQUENÇAGE.....	7
PROTAGONISTES.....	8
POUR ALLER PLUS LOIN	9
Le scandale du chlordécone et la question de justice environnementale	9
« Les bananes dollars » : 4^e production agricole au monde	10
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	11
Profil d'intervenants potentiels	11
Questions pour entrer dans le débat.....	12
Lien avec les interdépendances Nord/Sud	12
Lien avec les questions de genre	12
Idées d'animation avant/après la projection	13
Ecueils à éviter.....	133
Fiches thématiques	143
BIBLIOGRAPHIE	154

Coordonné par le CFSI et mis en œuvre par le réseau ALIMENTERRE, le festival ALIMENTERRE est organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre. Il a pour ambition l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Parmi les outils proposés aux organisateurs, le CFSI a réalisé une fiche de présentation pour chacun des films de la sélection. Cette fiche est à utiliser avec un choix de **16 fiches pédagogiques** régulièrement actualisées, pour approfondir la ou les thématiques des films et préparer le débat.

Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre événement ALIMENTERRE, n'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMENTERRE présent sur votre territoire.

SYNOPSIS

LES ANTILLES EMPOISONNEES, LA BANANE, LE CHLORDECONE

Nicolas Glimois / 2024 / 13PRODS, Vitamine C / 52' / Français

Pesticides, santé, justice sociale, biodiversité, emprise économique, colonialité, lobbying, agroécologie

France

« On savait... et pourtant on a laissé faire », voilà comment résumer trivialement la tragédie du chlordécone aux Antilles, ce pesticide utilisé dans les bananeraies pendant plus de vingt ans. Une pollution quasi totale des territoires insulaires : les sols, les rivières... et les corps de 800 000 Antillais et Antillaises. Avec des conséquences vertigineuses : troubles neurologiques, hausse des cancers de la prostate, prématurité des bébés. C'est sans doute le plus grand scandale sanitaire et écologique en France, fondé sur la loi d'airain du primat de l'économique et des profits. C'est le récit exemplaire d'une surdité collective en dépit des alertes successives. C'est aussi l'histoire d'une prédation sociale et environnementale qui s'inscrit dans l'histoire coloniale française.



NOTRE AVIS

Ce documentaire retrace de manière pertinente l'histoire de l'utilisation de la chlordécone aux Antilles. Au travers d'images d'archives, de témoignages et d'analyses variées, il permet de mettre en avant la façon dont les politiques publiques en France tendent à prioriser les intérêts économiques au détriment de la santé et de l'environnement. Le scandale du chlordécone étant étroitement lié au passé colonial de la France, le film permet d'aborder les notions de racisme environnemental et d'écologie décoloniale. De nombreux parallèles peuvent être faits avec des situations similaires d'abus de l'usage des pesticides, que ce soit en France ou à l'international. Les Antilles empoisonnées, la banane, le chlordécone présente les origines d'un problème toujours actuel, avec de très belles images et musiques.

Adapté à un public scolaire à partir du lycée et au grand public.

INTENTION

Interview de Nicolas Glimois réalisée le 2 mai 2025.

Pouvez-vous vous présenter et expliquer comment vous êtes venu à réaliser un film sur le scandale du chlordécone ?

Je m'appelle Nicolas Glimois, je réalise des documentaires depuis 25 ans, sur des sujets très variés : relations internationales, économie, sport, justice... Je ne suis pas un spécialiste des pesticides, mais j'avais déjà coécrit un documentaire sur l'exportation de pesticides interdits en Europe vers des pays comme le Brésil ou les États-Unis. Ce travail m'a sensibilisé à la question de la fabrique du mensonge autour des produits chimiques.

Le producteur Dominique Monteiro (13 Productions), avec qui je collabore souvent, m'a proposé de creuser le sujet du chlordécone. Il savait que j'avais travaillé sur les pesticides, et il y avait une volonté dans la société de production de donner une place aux récits ultramarins. Je connaissais vaguement le sujet, comme tout citoyen informé : les liens avec le cancer de la prostate, les taux de contamination, etc. Mais sans en connaître la profondeur.

Ce qui m'a intéressé, c'est de raconter cette histoire comme un film historique. Le scandale du chlordécone est à la fois universel (on y retrouve les logiques économiques qui prennent le pas sur la santé publique) et très singulier, car ancré dans un territoire ultramarin, avec son histoire coloniale, sa monoculture d'exportation, et ses rapports de pouvoir très spécifiques.

Quelle a été votre démarche pour recueillir des témoignages ?

Je commence toujours par établir une liste de personnages clés : avocats, ouvriers agricoles, historiens... Je voulais qu'ils soient principalement originaires de Guadeloupe ou de Martinique, pas des experts parisiens, mais des gens qui ont porté ça dans leur chair. On a donc rencontré des ouvrières agricoles, des syndicalistes, des scientifiques...

J'ai aussi tenté d'avoir la parole des planteurs, mais ce monde est très fermé, notamment celui des békés, les grandes familles blanches qui dominent l'économie locale. À la toute fin, un syndicat m'a proposé une interview, mais le film était déjà en montage. J'ai donc utilisé des archives de la commission parlementaire pour faire entendre cette voix.

Comment expliquer l'inertie des autorités face au chlordécone ?

Il y a plusieurs raisons. Il faut éviter l'anachronisme : dans les années 70-80, l'écologie n'était pas une priorité. Après des cyclones dévastateurs en 1980, l'obsession était la reprise économique et la préservation des emplois dans les bananeraies.

Ensuite, il y a eu un lobbying très fort des planteurs et de l'agro-industrie, relayé par des députés antillais à Paris. L'État, à travers ses agences, a manqué de vigilance. Et même quand le chlordécone a été interdit, dans les années 90, rien n'a été fait pour dépolluer ou informer la population.

On retrouve là une tradition française de la rétention d'information, de l'opacité, que l'on a vu aussi dans d'autres domaines comme le nucléaire ou la santé publique. Il a fallu des lanceurs d'alerte pour que la vérité finisse par émerger.

En quoi ce scandale illustre-t-il les tensions entre santé publique, environnement et logique économique ?

C'est exactement ça : l'économie prime systématiquement sur la santé. Je comprends la détresse d'un petit planteur qui veut sauver sa récolte, faire vivre sa famille, payer ses ouvriers. Mais on voit bien que, même aujourd'hui, les logiques productivistes continuent à prendre le dessus.

Le Green Deal européen, par exemple, est mis entre parenthèses dès qu'il y a une crise économique ou géopolitique. C'est une tendance mondiale : la santé, l'écologie passent après les intérêts économiques, jusqu'à ce qu'un drame éclate. On fonctionne à la réaction, pas à la prévention.

Voyez-vous des parallèles avec d'autres situations dans le monde ?

Oui, très clairement. Au Brésil, par exemple, lors de l'arrivée de Bolsonaro, des centaines de pesticides interdits ailleurs ont été réintroduits. On retrouve le même schéma dans d'autres pays d'Amérique latine, en Asie, ou même aux États-Unis.

Et ce qui est encore plus cynique, c'est que des pesticides interdits en Europe continuent d'être produits chez nous... pour être exportés ailleurs. Le chlordécone, c'est un cas emblématique, mais pas isolé. Il illustre les dérives du modèle agro-industriel global.

Quel message souhaitez-vous faire passer grâce à votre film ?

J'aimerais que ce film serve d'avertissement, qu'il aide à prévoir, prévenir, et agir. Il montre comment, pendant 40 ans, un scandale sanitaire et environnemental a pu se dérouler dans l'indifférence ou sous silence.

Des commissions ont été créées, des aides financières débloquées, mais tout est arrivé très tard. Il faut tirer les leçons de cette histoire, et cela suppose de mettre fin à la priorité systématique donnée à l'économie au détriment du vivant.

SÉQUENÇAGE

Introduction : justice n'est pas rendue sur le scandale du chlordécone

00:00:00 à 00:05:00

En 2023, le Tribunal Judiciaire de Paris a déclaré un non-lieu sur l'affaire du chlordécone aux Antilles : une décision qui est vécue comme un déni de justice par les nombreuses victimes. Qui assume la responsabilité de ces empoisonnements, de la dégradation de l'environnement et de la santé des populations ? L'indignation est à son comble.

Histoire des Antilles de la canne à sucre à la banane : une économie de matière première dans un système aux logiques (néo)coloniales

00:05:00 à 00:14:00

La canne à sucre et l'esclavage ont façonné l'histoire des Antilles. Les premiers colons sont devenus les grandes familles propriétaires des terres, et l'exploitation d'une main d'œuvre sous-payée est la pierre angulaire d'un système économique de monocultures destinées à l'exportation. Dans les années 1960, la banane devient « le pétrole des Antilles » et le général De Gaulle instaure une préférence commerciale qui concourt à l'assimilation de ces territoires d'outre-mer. Le système d'échange du pacte colonial subsiste en Martinique et Guadeloupe : 80% de la consommation est importée et la banane est le maillon essentiel de l'économie antillaise.

La chimie comme solution pour lutter contre le charançon noir du bananier

00:14:00 à 00:23:20

Dans ce modèle de production intensive, les rendements sont garantis par des engrais et pesticides de synthèse. La molécule de chlordécone, un polluant organique persistant dans les sols, apparaît comme la solution la plus efficace pour lutter contre le parasite des bananiers. En raison de sa toxicité, l'Etat n'autorise pas tout de suite sa mise en marché, mais le lobbying est fort et donne raison à la productivité. En 1972 Jacques Chirac délivre une autorisation provisoire, qui sera prolongée. C'est « l'ère de gloire de la chimie ».

La toxicité avérée du chlordécone

00:23:20 à 00:29:00

Les ouvrier(es) n'étaient pas avertis que les produits qu'ils/elles devaient manipuler étaient toxiques, mais en subissaient quotidiennement les effets nocifs. En 1975 un scandale d'empoisonnement éclate aux Etats-Unis et les autorités américaines interdisent le chlordécone. A la même époque, deux rapports scientifiques aux Antilles mettent en garde contre les dangers de cette molécule. En 1979, le centre international du cancer (dépendant de l'OMS) affirme qu'il s'agit d'une « molécule cancérogène possible pour l'homme ».

Le rôle de la société Laguarigue et de l'Etat : le poison continue de se répandre

00:29:00 à 00:38:40

Après les cyclones dévastateurs de 1980, Yves Hayot, président de l'établissement Laguarigue propriétaire de bananeraies rachète le brevet sur le curlone, un pesticide produit au Brésil et contenant du chlordécone. Il fait pression sur les autorités française, stipulant que cette substance est la plus efficace pour lutter contre le charançon des bananiers et donc indispensable pour sauver les cultures. L'Etat donne son feu vert.

Nouveau scandale avec la contamination des légumes racines, les scientifiques alertent et l'Etat interdit les cultures « à risque »

00:38:40 à 00:41:36

Dans les années 2000, des scientifiques alertent sur les traces de chlordécone dans le sol et les aliments. Un scandale éclate lorsque des patates douces martiniquaises, consommées en Belgique, se retrouvent être infestées de chlordécone. Les légumes racines sont contaminés et leur culture est prohibée, de même que la pêche côtière dans les zones bananières.

L'amertume de la population

00:41:36 à 00:50:00

Les habitants des Antilles ont le sentiment de ne pas avoir été considérés. Les conséquences du chlordécone sont dévastatrices : selon les scientifiques, 98% de la population en aurait des traces dans le sang ; les perturbateurs endocriniens entraînent le développement de pathologies lourdes sur plusieurs générations, favorisent les cancers de la prostate et endommagent le système nerveux des enfants. A cela s'ajoute l'anxiété permanente d'être contaminé. « Jamais nous ne pardonnerons » affirme Patricia Chatenay-Rivauday. Est-ce que ce scandale ne mérite pas plus de considération ? Les Antillais, marginalisés par l'Etat français, subissent et dénoncent un traitement différent.

Conclusion : la filière a fait une révolution agroécologique, mais à quel prix ?

00:50:00 à 00:52:00

Les biocides sont des bombes à retardement. En Martinique et en Guadeloupe, les producteurs de bananes ont trouvé des solutions alternatives et ont déjà entamé la transition agroécologique. Mais à quel prix ?

PROTAGONISTES

- Guy Flandrina – journaliste, essayiste
- Harry Durimel – avocat de parties civiles
- Maël Lavenaire – historien spécialiste des inégalités raciales
- Léon Hayot – propriétaire terrien, Martinique
- Jean-Marc Flower – écologue
- Fabrice Nicolino – journaliste, écrivain, spécialiste de l'histoire de la chimie
- Gérard Babin – producteur de bananes à Capesterre, Guadeloupe
- Luc Multinger – épidémiologiste
- Juliette Péloponèse – ouvrière agricole
- Christophe Lèguevaques – avocat de parties civiles
- Isabelle Plaisant – membre de la commission nationale des toxiques (juin 1981)
- Yvon Sérénus – président du collectif des ouvrier(ères) agricoles empoisonné(e)s par les pesticides
- Josette Jos-Pelage – médecin pédiatre
- Patricia Chatenay-Rivauday – partie civile dans le dossier judiciaire

Le scandale du chlordécone et la question de justice environnementale

En bref :

- Le chlordécone est un pesticide qui a été abondamment utilisé en Guadeloupe et en Martinique entre 1972 et 1993 pour protéger les bananiers de champignons et d'insectes ravageurs. A cette époque, les politiques publiques françaises ont beaucoup misé sur l'exportation de bananes, poussant à la monoculture de bananes dans les Antilles au détriment de cultures vivrières (42% de la production agricole en Martinique correspond à la plantation de bananes)
- Connue pour son caractère cancérigène et pour la pollution des sols que son utilisation induit, le chlordécone a contaminé environ ¼ de la surface agricole des Antilles et 90% des habitants antillais
- Après 25 ans d'alertes sur les dangers de son utilisation, le chlordécone n'a été interdit aux Antilles qu'en 1993, après deux dérogations pour laisser utiliser le produit aux Antilles malgré son interdiction en France hexagonale dès 1989
- Après une assignation de l'Etat par un collectif d'association pour qu'il reconnaisse sa responsabilité en 2006, un non-lieu est prononcé en 2023 dans le procès accusant l'Etat d'empoisonnement

Un triple scandale

- **Environnemental** : le chlordécone n'est pas soluble dans l'eau et s'accumule dans les tissus, il contamine tous les milieux et peut se déplacer sur de longues distances, jusqu'aux océans. De plus, il peut persister dans les sols pendant plusieurs siècles, et l'utilisation du glyphosate depuis les années 1990, causant l'érosion des sols, participe à sa « libération » dans les sols et à une contamination généralisée des écosystèmes
- **Sanitaire** : parkinson, cancer de la prostate, naissances prématurées, le chlordécone a des répercussions sur le corps de nombreux Antillais. Santé publique France estime qu'ils sont 90% à être contaminés. Cette contamination peut également se traduire par des atteintes neurologiques comme des troubles de mémoire, une hypertrophie du foie, et une baisse de fertilité. Les Antilles détiennent le record mondial de cancers de la prostate, les hommes ayant plus de deux fois plus de chances d'en être atteints qu'en France hexagonale
- **Social et politique** : l'Etat français a réagi beaucoup trop tard, alors que les premières données toxicologiques concernant le chlordécone sont apparues en 1960 et que de nombreux pays ont tour à tour interdit son utilisation. Les responsables politiques français, influencés par un lobbying fort des agroindustriels, ont priorisé les intérêts économiques de la production intensive de banane au détriment des corps et des sols antillais. Même après l'interdiction tardive en 1993, le refus de l'Etat de reconnaître sa responsabilité, ralentit les mesures visant à la dépollution du territoire et suscite la colère d'associations se rassemblant pour réclamer justice

La demande de réparation

Depuis une vingtaine d'années, de nombreuses associations joignent leur lutte pour que les populations antillaises soient indemnisées, que les torts de l'Etat soient officiellement reconnus, et que la dépollution des terres, des rivières et des océans soit mise en place. C'est le cas notamment du collectif Zéro Chlordécone Objectif Zéro Poison¹, qui rassemble depuis 2012 des citoyens et associations pour réclamer l'adoption de mesures de protection pour la population et la reconnaissance de l'empoisonnement de la population martiniquaise au chlordécone². De même, le Collectif des ouvriers agricoles et de leurs ayants droits

¹ <https://www.alimenterre.org/user/3478>

² Découvrir les demandes du collectif Zéro Chlordécone Objectif Zéro Poison : <https://www.madinin-art.net/collectif-zero-chlordecone-zero-poison/>

empoisonnés par les pesticides, le COAADEP, mené par Josette Bomaré et Gisèle Gros, deux agricultrices qui ont consacré leur vie à défendre les droits des travailleurs agricoles des Antilles, se bat pour³ :

- La reconnaissance officielle de toutes les maladies professionnelles liées à l'exposition au chlordécone
- Une indemnisation juste pour les ouvriers et ouvrières agricoles et leurs familles
- Des actions concrètes de dépollution et de réhabilitation des terres contaminées
- L'accès à des soins médicaux adaptés pour les victimes.

« Notre problème, ce n'est pas seulement qu'on a été exposés au chlordécone. C'est que la monoculture de bananes et de canne à sucre continue, soutenue par d'énormes aides publiques. Tant que cela ne changera pas, on ne résoudra pas le problème des pesticides. »

« Notre loi Duplomb, on l'a depuis 1972, quand Jacques Chirac a autorisé le chlordécone sur notre territoire. Je veux qu'on prenne conscience de ça. Tout ça pour que vous ayez de la banane et du rhum. »

- Lilith Raud, membre du COAADEP, lors d'une série de tables rondes sur les liens entre pesticides et santé et les moyens de se mobiliser le 20 septembre 2025 à La Rochelle⁴

« Les bananes dollars » : 4^e production agricole au monde

Si la France a développé la monoculture de bananes dans les Antilles, la culture intensive de ce fruit, causant de graves impacts sanitaires, sociaux et environnementaux, s'est généralisée dans d'autres régions du monde.

Quelques chiffres et faits sur la banane⁵:

- Au niveau mondial, la banane est le 4^e produit agricole après le riz, le blé et le maïs
- Environ 900 milliards de bananes seraient consommées tous les ans dans le monde
- Chaque Français en mange plus de 7 kg par an
- La banane représente un marché de 7 milliards d'euros
- Presque 2/3 des exportations mondiales de bananes proviennent d'Amérique latine
- L'Union européenne est le plus gros importateur de bananes
- L'Équateur à lui seul pourrait subvenir à la demande de l'Union Européenne, assurant 26,7% de la production mondiale
- En Amérique centrale, une plantation typique utilise en moyenne 30 kg de pesticides par an par hectare, c'est-à-dire près de 10 fois plus que dans l'agriculture intensive des pays du Nord

La production de bananes nécessite des conditions climatiques spécifiques de type tropical. Dans les plantations, immenses, les employés ont des conditions de travail désastreuses pour

³ <https://www.helloasso.com/associations/coaadep>

⁴ Article d'Amélie Poinssot, « Réveillez-vous ! (Collectif des ouvriers agricoles et de leurs ayants droit empoisonnés par les pesticides - COAADEP) », 2025, <https://environnementsantepolitique.fr/2025/09/24/reveillez-vous-collectif-des-ouvriers-agricoles-et-de-leurs-ayants-droit-empoisonnes-par-les-pesticides-coaadep/>

⁵ D'après le documentaire de François Cardona, « Hold-up sur la banane », 2016

des salaires de misère. Les entreprises dictent le rythme de travail pour devenir toujours plus rentables. Les fruits récoltés ont gagné un surnom : « les bananes dollars ».

Les plantations de bananes sont parmi les cultures les plus consommatrices de pesticides au monde. Au Costa Rica, en moyenne 45 kg de produits chimiques par hectare seraient pulvérisés chaque année, mettant en danger la biodiversité locale, mais aussi la santé des travailleurs et des populations riveraines.⁶

Lorsque l'UE ouvre ses portes aux multinationales américaines en 2012, le marché devient ultra compétitif, les prix ne cessent de baisser et les bananes françaises de Guadeloupe et Martinique peinent à s'imposer.

La production de banane requiert une main d'œuvre directe importante souvent peu qualifiée. Dans certains pays tels que le Costa Rica ou la République Dominicaine, ce sont souvent des migrants dont les droits du travail et sociaux sont bafoués. Des cas de harcèlement ou de discriminations sexuelles sur les quelques femmes présentes dans les plantations sont régulièrement dénoncés.⁷

POUR PRÉPARER LE DÉBAT

Profil d'intervenants potentiels

Inviter des intervenants qui connaissent les enjeux Nord et Sud.

- Collectif des ouvriers agricoles et de leurs ayants droit empoisonnés par les pesticides – COAADEP
- Collectif ZERO CHLORDECONE OBJECTIF ZERO POISON, section Paris et section Martinique
- Ministère de l'agriculture, ministère des outre-mer, responsables politiques qui travaillent sur la question
- Avocats, associations de défense des victimes/spécialistes du droit environnemental
- Générations Futures
- Associations de défense des victimes de pesticides (ex : Phytovictimes)
- Producteur.ice.s de bananes
- Spécialistes des questions coloniales aux Antilles : Malcom Ferdinand, Maël Lavenaire
- Toxicologues sur les effets des pesticides sur le corps
- Transformateurs et distributeurs : acteurs de magasins locaux engagés dans la vente de bio et/ou de produits équitables

⁶ <https://www.legiculture.fr/tout-savoir-sur-le-commerce-de-la-banane/>

⁷ Voir fiche film « Hold-up sur la banane »

Questions pour entrer dans le débat

- Le chlordécone → quesako ?
- Quelle perception des relations entre la métropole et les DROM-TOM ?
- Connaissez-vous la provenance des bananes que vous consommez, leurs labels ? Comment les choisissez-vous ?
- Connaissez-vous le « préjudice d'anxiété » ?
- Quelle est votre représentation de la filière ?
- Quels sont les risques pour moi si les bananes ne sont pas traitées ? Et pour les producteurs, quels sont les risques de traiter ou non ?
- Quel est le rôle des politiques publiques dans la production des bananes ?
- Quel est le poids des lobbys dans le système alimentaire ?
- Quels sont les moyens dont dispose la société civile pour se faire entendre ?
- En quoi cette situation et cette contamination peut-elle être qualifiée de néocolonialisme ?
- Quels sont les éléments déclencheurs pour que l'Etat réagisse ? Ces éléments déclencheurs, que nous disent-ils du système actuel ?
- Doit-on inciter les producteurs à tendre vers moins de pesticides ? Et comment ? Quel peut être le rôle à jouer pour le gouvernement ? Et l'UE ?
- Est-il possible de mener des politiques de dépollution ? De réparation ?
- Le cas du chlordécone aux Antilles est-il isolé ? En quoi il nous alerte sur d'autres contaminations à grande ampleur dans le reste du monde, y compris en France métropolitaine.

Lien avec les interdépendances Nord/Sud

- Quels sont les coûts cachés (environnementaux, sociaux et sanitaires) de l'utilisation des pesticides pour l'alimentation importée sur le continent européen ?
- Comment sortir de la logique de spécialisation pour l'exportation de certains pays qui menace l'agriculture vivrière ? (cacao, café, bananes...)
- Quel est notre rôle dans tout ça ?
- Comment expliquer que seules les Antilles ont été apparemment contaminées ? Complicité des industriels et des politiques.
- En quoi la France se comporte-elle encore comme une puissance coloniale ?

Lien avec les questions de genre

- Dans le secteur de la banane, les femmes sont plus représentées dans la production à petite échelle pour les marchés nationaux et régionaux, tandis que les hommes sont davantage présents dans la production bananière à grande échelle pour le marché international d'exportation. En effet, les femmes représenteraient en moyenne moins d'un cinquième de la main-d'œuvre mondiale employée dans le secteur de l'exportation de bananes.⁸

⁸ FAO <https://www.fao.org/world-banana-forum/projects/good-practices/women-employment/fr/>

- Le chlordécone favorise l'apparition de cancers de la prostate chez les hommes
- De manière générale, les impacts sanitaires des polluants chimiques sont plus importants sur les femmes, du fait de différences dans les systèmes nerveux, reproductif, cardiovasculaire ou encore hormonal : risques de cancers du sein, endométriose, carences en fer, maladies auto-immunes, fibromyalgie.⁹
- La maternité : période de grande vulnérabilité à l'absorption de polluants, lourde de conséquence pour les enfants.

Idées d'animation avant/après la projection

Retrouvez tous les outils pédagogiques sur alimenterre.org.

- [Jeu de la banane](#)
- Outil Lafi Bala : [l'écologie décoloniale, c'est quoi ?](#)
- Animation sur le cycle de vie d'un pesticide
- Identification des différentes conséquences et maladies liées au chlordécone pour la population antillaise
- [Kit pédagogique phyto victimes](#)
- Quiz de connaissances avant et après la projection. Ex : créer un [Kahoot](#)
- Quelle est la place des produits exotiques dans votre journée ? D'où viennent-ils ?
- Jeu de simulation orale : « Si j'étais Ministre de l'agriculture, je ... ». Choisir un volontaire et inviter les autres à critiquer les décisions du volontaire. Lister sur un paperboard les propositions et objections pour construire ensemble un programme à mettre en œuvre.
- Kit pédagogique : [dis c'est quoi l'agriculture bio ?](#) (public scolaire)
- [Q-sort](#)
- [Calculateur de résilience alimentaire des territoires](#)
- [Jeu de la pelote de lait](#)
- Débat mouvant
- [AGROCHALLENGES](#), Le jeu de l'Agroécologie (public lycéens et étudiants)
- Fresques ([de l'écoféminisme](#))

Ecueils à éviter

- Culpabiliser les mangeurs de bananes
- Généraliser tous les cas de souffrances liées aux pesticides
- Oublier les spécificités de chaque territoire et vouloir faire des généralisations

⁹ WECF, « l'impact des polluants chimiques sur la santé des femmes », 2021 : <https://wecf-france.org/limpact-des-polluants-chimiques-sur-la-sante-des-femmes/>

Fiches thématiques

Pour préparer le débat nous vous invitons à consulter les fiches thématiques :

- **Fiche « [pesticides](#) »**

La face cachée de notre alimentation est celle de l'utilisation de millions de tonnes de pesticides à l'échelle mondiale. Certes, les intrants chimiques ont, en partie, permis d'augmenter la production agricole mais pas d'éradiquer la faim dans le monde. La dépendance aux intrants chimiques dangereux est une solution de court terme qui porte atteinte au droit à une alimentation suffisante et de qualité, ainsi qu'à la santé des générations actuelles et futures et à leur environnement. Quelles alternatives face à l'utilisation intensive de pesticides ?

- **Fiche « [agroécologie](#) »**

Le terme d'agroécologie est de plus en plus utilisé pour désigner la production agricole durable. Certains agriculteurs développent des solutions pour sortir du modèle conventionnel et vivre de leur métier. Même si ces agriculteurs alternatifs sont en minorité au sein du paysage agricole, ils contribuent à un renouvellement sans précédent du débat d'idées. La transition passera par un retour à l'agronomie, qui a intensivement étudié les interactions des agro-écosystèmes en s'ouvrant à l'écologie et à la biologie depuis le début des années 2000.

BIBLIOGRAPHIE

Le scandale du chlordécone et la question de justice environnementale :

- Article de Bio consom'acteurs : <https://bioconsomacteurs.org/articles/societe/le-chlordecone-chronique-d-un/>
- Article de Générations Futures sur le non-lieu prononcé en 2023 : <https://www.generations-futures.fr/actualites/chlordecone-appel/>
- Découvrir les demandes du collectif Zéro Chlordécone Objectif Zéro Poison : <https://www.madinin-art.net/collectif-zero-chlordecone-zero-poison/>
- Article d'Amélie Poinssot, « Réveillez-vous ! (Collectif des ouvriers agricoles et de leurs ayants droit empoisonnés par les pesticides – COAADEP) », 2025, <https://environnementsantepolitique.fr/2025/09/24/reveillez-vous-collectif-des-ouvriers-agricoles-et-de-leurs-ayants-droit-empoisonnes-par-les-pesticides-coaadep/>
- Voir la fiche film de « Pour quelques bananes de plus, le scandale du chlordécone » sélectionné pour le festival ALIMENT**TERRE** 2022 : <https://www.alimenterre.org/pour-quelques-bananes-de-plus-le-scandale-du-chlordecone-0>

Sur la banane :

- Voir la fiche film de « Hold up sur la banane » sélectionné pour le festival ALIMENT**TERRE** 2017: <https://www.alimenterre.org/hold-up-sur-la-banane>
- Le documentaire « Les maux de notre alimentation » : <https://www.alimenterre.org/les-maux-de-notre-alimentation-2>

Sur les alternatives :

- Guide « L'agroécologie pour sortir des pesticides », Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, 2021 <https://www.avsf.org/publications/guide-lagroecologie-pour-sortir-des-pesticides/>

Sur le genre :

- WECF, « l'impact des polluants chimiques sur la santé des femmes », 2021 : <https://wecf-france.org/limpact-des-polluants-chimiques-sur-la-sante-des-femmes/>
- FAO, « Emploi des femmes dans le secteur de la banane » : <https://www.fao.org/world-banana-forum/projects/good-practices/women-employment/fr/>

Pour creuser le sujet :

- Livres de Malcom Ferdinand : *Une écologie décoloniale* (2019) et *S'aimer la Terre : Défaire l'habiter colonial* (2024)

Pour toute question concernant l'organisation d'un évènement, prendre contact avec votre coordination ALIMENTERRE : <https://www.alimenterre.org/le-reseau-alimenterre>



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

17 rue de Châteaudun.....Tél.: 33 (0) 1 44 83 88 50.....
F-75009 Paris

@ : info@cfsi.asso.fr.....
www.cfsi.asso.fr

